

LE ROLE D'INTERNET DANS LES ELECTIONS DE LA CONSTITUANTE TUNISIENNE

Les Tunisiens ont vécu 23 ans sous la dictature de Ben Ali durant lesquels ils étaient en situation de rupture totale avec la scène politique, celle-ci étant monopolisée par le pouvoir totalitaire et le discours unique du régime révolu. Ceci a entraîné un désengagement total de la vie politique, la population étant contrainte à un suivisme obligé mettant en cause les fondamentaux de l'exercice politique. Après la chute de l'ancien régime, des bouleversements sans précédent sont survenus sur la scène politique tunisienne.

A la suite d'une brève présentation du nouveau paysage politique tunisien, cet article a pour objet d'évaluer le rôle joué par Internet dans le premier scrutin libre et démocratique de l'histoire de la Tunisie.

1. LE NOUVEAU PAYSAGE POLITIQUE APRES LA REVOLUTION

1.1. DE L'EXCLUSION A L'EMANCIPATION

Avant le 14 janvier, la majorité des Tunisiens ne s'impliquait pas dans la vie politique. En effet, d'après le « *Sondage d'opinion sur la situation politique et l'impact de la révolution sur les média presse* » réalisé par l'ISTIS, 54% de répondants ont affirmé leur total désintéressement de la vie politique. Seule, une minorité constituée de 9.3% a exprimé y être intéressée (5.5% plutôt intéressé et 3.8 % très intéressé)

Après la Révolution, la tendance s'est radicalement inversée, tout le monde s'y est mis. Ce sont alors 20% seulement de la population qui ont exprimé leur désintéressement de la vie politique (10.5% totalement désintéressés et 9.5% plutôt désintéressés). C'est ainsi que les discussions politiques en famille ou entre amis que les Tunisiens s'interdisaient durant l'ère de Ben Ali par peur de la délation et de la répression s'avèrent maintenant de plus en plus fréquentes. En fait, la politique devient le sujet d'actualité majeur dont tout le monde parle. En font foi, les témoignages qui suivent, significatifs parmi tant d'autres recueillis.

- <A.Z>, un senior de 65 ans rencontré dans un café après la révolution nous confie avec un grand sourire :

« Parler politique dans un lieu public entre amis était un rêve pour moi. Je me retrouvais chaque jour avec mes amis au café et le foot constituait le seul sujet de nos conversations. On avait très envie de parler politique mais on n'osait pas le faire, c'était intolérable durant le règne de ZABA. Aujourd'hui je suis très content et fier d'être Tunisien. Je remercie Dieu de m'avoir donné la longue vie pour pouvoir vivre un jour cette liberté qui, grâce au courage de nos jeunes, on a pu la savourer aujourd'hui »

- <N.H>, un jeune de 29 ans nous explique les causes de cet engouement nouveau pour la politique :

« Depuis plus de 23 ans, la censure et la désinformation des médias battaient leur plein. Le régime autoritaire et mafieux de Ben Ali a imposé une censure ardue. Toute information libre et démocratique était verrouillée et l'opposition était persécutée et réduite au silence {...}. Sur la scène politique tunisienne on n'entendait plus parler que du Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD) {...}. Je faisais partie de cette jeunesse tunisienne qui a finit par perdre autant sa voix, que l'espoir d'une vraie démocratie dans son propre pays.

Mais aujourd'hui, après cette révolution inédite qui a mis fin au règne de « Zaba », je suis fier d'être « Tunisien ». Ce mot a repris le sens qu'il méritait après 23 longues années, au cours desquelles je me sentais étranger dans mon propre pays, j'étais mis à l'écart et je ne décidais de rien {...}.

Aujourd'hui et pour la première fois, c'est moi qui détiens le pouvoir en main. Plus personne ne pourra me voler ma citoyenneté, ma voix, ma liberté et mon appartenance à cette nouvelle Tunisie¹».

1.2. FRAGILITE ET COMPLEXITE DE LA CULTURE POLITIQUE

Mais cet intérêt soudain pour la politique a montré la fragilité de la culture politique chez 46% des Tunisiens et la méconnaissance de 62%² d'entre eux du paysage politique actuel. Dès lors, l'adoption d'une stratégie de communication politique adaptée et ciblée s'avère être plus que jamais nécessaire pour réconcilier les Tunisiens avec la réalité politique. C'est ainsi que des discussions, tables rondes, débats, réunions,... sont organisés tous les jours en divers endroits du pays afin de sensibiliser la population à la vie politique, comme aux droits et devoirs de la citoyenneté qu'elle implique. Mais le vide total créé par l'ancien régime sur la scène politique et la prolifération excessive des partis politiques, depuis sa chute, l'a rendue encore plus compliquée.

En effet, dans la Tunisie post-révolutionnaire la barre des 109 partis politiques légalisés a été franchie. Par conséquent, les Tunisiens exclus depuis longtemps de la scène politique se retrouvèrent face à un obstacle majeur : comment faire leur choix alors qu'ils connaissent mal leur paysage sociopolitique, celui-ci étant en pleine

¹ Propos recueillis le 12 Aout 2011 lors de notre séjour en Tunisie

² ISTIS, « Sondage d'opinion sur la situation politique et l'impact de la révolution sur les média presse, TUNIS – Avril 2011

mutation, brouillé et encore incomplet et qu'ils ignorent tout des propositions ou de la personnalité de leurs candidats potentiels ?

1.3. DES SONDAGES A INTERNET : UNE BATAILLE POLITICO-MEDIATIQUE

Selon un premier sondage³ effectué par l'institut SIGMA du 30 janvier au 3 février 2011, 46.4% de sondés affirment ne connaître aucun parti politique, 27% citant le RCD de l'ancien dictateur aujourd'hui dissout. En dehors de celui-ci, le parti islamiste Ennahdha arrive en tête avec 27%, suivi du Parti démocrate progressiste (centre gauche) avec 25,8% ; d'Ettajdid (centre-gauche, ex-communiste) avec 11,1%, du Congrès pour la République (CPR, centre-gauche) avec 7,1%, du Parti Vert pour le Progrès (écologistes progressistes) avec 5,2%, du Forum démocratique pour le travail et les libertés (centre-gauche, membre de l'Internationale socialiste) avec 5% et du Parti communiste des ouvriers de Tunisie (PCOT, extrême-gauche) de M. Hama Hammami avec 4,8%.

Un deuxième sondage⁴ réalisé par l'Institut « EMRHOD Consulting » entre le 28 février et le 5 mars 2011 a également confirmé le manque de visibilité des partis politiques, en faisant ressortir que 61,4% des sondés n'ont « aucune idée sur les partis politiques en Tunisie ». En termes de notoriété, le parti islamiste Ennahdha occupe toujours la tête de classement avec 29%, suivi du Parti démocrate progressiste avec 12,3% (en baisse par rapport au premier sondage), d'Ettajdid avec 7,5%, du PCOT avec 6,4%, et des écolo-progressistes du PVP avec 5,9%.

Un sondage plus récent réalisé au mois de mai par TBC Partners vient aussi conforter ces résultats. Le parti « Ennahdha » affiche le taux de notoriété le plus élevé et ce à raison de 61.4%. Ceci est tout à fait compréhensible et justifiable eu égard à l'historique de ce parti. Le parti « Ettajdid » présente une notoriété qui s'élève à raison de 24.7%, suivi par le Mouvement Démocrate Socialiste avec 23.1% et le Parti Démocrate Progressiste avec 16.9%.

Le sondage réalisé par l'Institut 3C Etudes⁵ du 9 au 15 juin a révélé également le même constat : avec un taux de 71%, Ennahdha est le parti que les Tunisiens

³ Sondage de l'institut SIGMA effectué par téléphone du 30 janvier au 3 février 2011 selon la méthode des quotas sur un échantillon auto-pondéré de 1250 individus proportionnel à la démographie sur une population de Tunisiens âgés de 18 ans et plus selon les données récentes de l'Institut national de la statistique (INS) : habitants des 24 Gouvernorat, sexe (H/F), 6 tranches d'âge, catégorie socioprofessionnelle du chef de ménage.

⁴ Sondage réalisé par l'institut « EMRHOD Consulting » entre le 28 février et le 5 mars 2011 sur un échantillon de 1021 personnes représentatives de la population tunisienne âgée de 18 ans et plus selon la méthode de quotas appliqués à un certain nombre de variables (sexe, âge, profession du chef de famille après satisfaction par région et catégorie d'agglomération)

⁵ Créé en 2002, 3C Etudes est un institut d'études marketing tunisien indépendant ayant opéré les cinq premières années exclusivement sur le marché français. En 2006, il s'est ouvert sur l'Afrique du Nord, l'Afrique et sur les pays du Moyen-Orient, réalisant des études quantitatives et qualitatives, ainsi que sur les marchés allemand, italien, espagnol, suisse et belge.

connaissent le plus. Viennent ensuite le Parti démocrate progressiste (25%), Ettajdid (12,5%), le PCOT (12,3%), Ettakattol (6,2%), le Congrès pour la République (3,3%),...

Depuis la Révolution et malgré une présence médiatique relativement pesante de ces partis et de leurs leaders, leur notoriété demeure relativement faible, certains affichent même des taux de notoriété parfois marginaux. Ceci peut être expliqué par le nombre excessif des partis politiques qui désoriente les Tunisiens et les laissent dans l'incapacité de les reconnaître.

Selon le sondage effectué par l'Institut SIGMA du 30 janvier au 3 février 2011, 95,4% des sondés ont déclaré leur intention de voter, cependant, 73,5% d'entre eux affirment ne pas savoir pour qui. Le sondage réalisé par l'Institut 3C Etudes réalisé au mois de Juin révèle quant à lui que 67% des Tunisiens sont indécis : 36% ne savent pas pour qui ils vont voter et 31 % affirment ne pas connaître suffisamment les partis pour pouvoir choisir.

Cependant, en raison du rôle éminent joué par Internet dans la chute de Ben Ali, les hommes politiques tunisiens ont compris l'enjeu de ce média et semblent plus que jamais déterminés à tirer profit de toutes les opportunités qu'il offre. En effet, pour les élections de l'Assemblée Constituante du 23 octobre 2011, les 109 partis politiques ont investi internet pour mener leur campagne électorale. Ils ont ainsi transposé la bataille politique pour la conquête de l'opinion publique pour en faire une bataille médiatique sur le web où, chacun d'entre eux, a multiplié les actions de communication pour tenter d'attirer les électeurs à la cause et l'idéologie qu'il véhicule.

2. L'INTERNET ET LA COMMUNICATION POLITIQUE

Durant la campagne électorale d'octobre 2011, tous les partis politiques sans exception ont marqué leur présence sur le WEB. En effet, ils ont accordé une grande importance à la communication via internet pour informer, sensibiliser et échanger avec les Tunisiens sur les questions politiques et les enjeux des élections de l'Assemblée Constituante. C'est ainsi, qu'en plus de tous les médias de masse (radio, télévision, presse écrite), Internet a été un terreau fertile d'expression pour les citoyens et surtout les candidats à cette élection.

Nous nous proposons ici, d'étudier la contribution d'internet à ce premier scrutin libre de l'histoire de la Tunisie à travers l'examen des sites web des partis politiques et de leur présence sur les réseaux sociaux. A cet égard, les sites web qui relèvent de la société civile et d'initiatives individuelles de citoyens tunisiens seront examinés en dernier lieu.

2.1. LES SITES WEB DES PARTIS POLITIQUES

Sur les 109 partis politiques à l'élection de l'Assemblée Constituante, seuls 39 disposaient de site web. A l'instar du parti islamiste Ennahdha, l'Union Populaire Républicaine (UPR), le Congrès pour la République (CPR), le Parti Démocrate Progressiste (PDP), le parti FDTL-Ettakatol ou encore Doustourna, les partis politiques qui avaient investi Internet en créant leur propre site, souhaitaient valoriser leur image et partir à la rencontre des internautes, principalement de la diaspora tunisienne mais aussi de la communauté internationale, afin d'explicitier leurs positions sur toutes les questions qui agitaient l'opinion publique. Ces sites web constituaient donc une vitrine des partis politiques où ils se présentaient chacun à sa façon, selon son idéologie propre comme étant le véritable sauveur de la Nation venu mettre fin à la souffrance du peuple tunisien.

Ainsi, les sites politiques présentaient tous dans leur ensemble, organigramme et contacts du parti, programmes de leurs candidats, leurs grands projets ainsi que des articles informant sur la campagne électorale et incitant les Tunisiens à aller voter en masse à ces premières élections libres et démocratiques, décisives pour l'avenir du pays après la chute de Ben Ali. Au regard des différents sites des partis engagés dans cette campagne électorale, un premier constat s'impose. Ce n'est surtout pas un leader politique qui est mis en exergue dans les différents sites web, mais plutôt l'idéologie politique du parti.

✓ **Le site d'Ennahdha**

Par exemple, le parti islamiste le plus connu mais aussi le plus redouté du pays, *Ennahdha*, à travers son site, s'est employé à défendre son idéologie et à expliquer sa ligne politique visant selon sa représentation officielle « *à la réalisation d'une transition démocratique prenant en compte les demandes de dignité, de liberté et de travail de la population, qui sont à l'origine de la révolution* ». Se présentant comme parti islamiste modéré, son engagement en faveur de la démocratie, du respect de la femme et du renforcement de ses acquis, de la séparation entre la politique et la religion, de l'amélioration des conditions de vie,...a été largement mis en avant sur son site.



Site web du parti politique Ennahdha : <http://www.nahdha.info/arabe/home.html>

Choissant la langue arabe pour parler et échanger avec les internautes, on voyait en haut de son site l'image d'une mosquée et on lisait « *on ne veut que corriger ce qui est en notre pouvoir et notre réussite ne peut être que grâce à Dieu* ». Ce parti insiste sur l'identité arabo-islamique de la Tunisie et même les caractéristiques de son logo y sont bien pensées et représentées iconographiquement dans ce sens.



Un pigeon faisant mention à la liberté, les branches de l'étoile aux cinq piliers de l'islam et le croissant à l'unité de tous les musulmans.

Le nom du parti ainsi que les thèmes liberté, justice, développement sont notés en langue arabe.

La présentation de ce parti s'affirmant être islamiste modéré, protecteur de l'identité arabe et musulmane s'inscrivait dans la perspective de regagner la confiance du peuple tunisien après les longues années de crainte du péril islamiste sous l'ère de Ben Ali. Toutefois, bien que le site soit bien détaillé et riche en informations, il ne propose aucun espace de dialogue et d'échange aux visiteurs. D'ailleurs sous chaque article ou information publié on lisait toujours le même message « *les commentaires sont interdits aux visiteurs, veuillez vous inscrire* ». En effet, pour pouvoir apporter des commentaires sur ce site, les internautes doivent obligatoirement s'inscrire en tant que membres. Cette exigence s'explique peut-être par la crainte de ce parti de mettre en place les bases d'un débat public qui l'exposerait à des réactions qui ne lui seraient pas bénéfiques. Du même

coup, imposer aux visiteurs de s'inscrire en donnant leurs coordonnées personnelles exactes dissuaderait sûrement plusieurs d'y contribuer.

Notre observation de ce site nous a également conduit à constater que la rubrique « liberté » est jusqu'à ce jour encore, soit 10 mois après la campagne électorale, en cours de construction. Est-ce par préméditation ou simple négligence ?

✓ **Le site du Parti Démocrate Progressiste (PDP)**

Se présentant pour sa part comme centriste, a choisi deux langues, le français et l'arabe, pour échanger avec les électeurs sur son site officiel. Ainsi, chaque internaute pouvait choisir dans le menu la langue qu'il préfère avant de commencer à surfer.



Site web du parti Démocrate Progressiste : <http://www.pdpinfo.org/>

En haut de sa page officielle il présentait son parti avec les thèmes « Liberté Identité Justice ». Dans son programme électoral, il proposait une vision moderne de l'islam où la tradition et la croyance sont des sources du vivre-ensemble, et non des propagandes pour asservir les faibles. Il proposait de faire de la politique une pratique de partage du pouvoir, et non d'exclusion systématique de l'adversaire. D'ailleurs la mise à disposition en ligne d'un espace de dialogue et d'échange ouvert à tous sans aucune obligation d'identification préalable ou d'inscription à une quelconque liste s'inscrit dans cette perspective de partage du pouvoir. Tout le monde est invité à s'exprimer librement et à donner son avis sans aucune contrainte ni intimidation. Il est même le premier parti à mettre en ligne un blog [PDP\(nejib chebbi\)-site](#) pour expliquer sa démarche, tout en laissant également aux internautes la possibilité de commenter et de discuter. Nous

avons-nous même pris part (par prudence avec un pseudonyme), à ces discussions. Les différentes réactions enregistrées montrent bien que des représentants de ce parti ont participé à ces débats pour défendre le point de vue de leur formation politique.

✓ **Le site du Doustourna**

S'identifiant réseau indépendant, communique avec ses visiteurs en deux langues à savoir le français en plus de la langue arabe.



Site web du réseau indépendant Doustourna <http://www.doustourna.org>

Du point de vue chromatique et graphique, son site a entièrement épousé les couleurs du drapeau tunisien : le rouge et le blanc. Les thèmes qui le représentent sont nombreux : liberté, justice, démocratie, liberté d'opinions et d'expression, respects des droits de l'homme, parité hommes-femmes, etc. Ce parti considère que le peuple tunisien est le seul détenteur de la souveraineté, qu'il est la source de tous les pouvoirs et que c'est à lui qu'incombe la charge d'écrire sa constitution. D'ailleurs l'une des caractéristique qui le distingue de tous les autres partis politiques est son projet de constitution qui est déjà diffusé sur son site et soumis à l'évaluation des internautes. En effet, tous les articles de ce projet sont repris en ligne point par point et soumis à l'appréciation avec des clics sur «J'aime» ou «Je n'aime pas», noté sur une échelle à quatre niveaux.

La discussion de ces articles est également offerte aux intervenants qui peuvent y déposer leurs commentaires, critiques ou proposition de reformulation de chaque point constitutif de ce projet de constitution. Un sondage est également mis en ligne pour évaluer l'ensemble du projet. En répondant à la question «*Comment vous trouvez le*

projet Doustourna ? », les internautes sont en mesure de donner leurs avis en cliquant sur l'une des 4 réponses prévues : très intéressant, intéressant, insuffisant, ou moyen.

Ce site a été l'un des plus actifs, un véritable espace de rencontre et de dialogue, puisque au-delà des bonnes fonctionnalités qu'il présentait, son forum a permis à beaucoup de Tunisiens de contribuer au débat politique sans aucune forme de modération. N'ayant la Constitution que pour seul objectif, ce parti ne propose aucun programme économique, social ou culturel, mais davantage un projet de société ce qui le distingue d'avantage des autres partis qui ne font qu'une course au pouvoir.

✓ **Les sites des candidats de partis**

Dans l'ensemble, les sites web des candidats présentaient de bonnes fonctionnalités. Leurs projets de société étaient bien mis en avant dans leurs stratégies de communication. Ils proposaient aux visiteurs quotidiennement des articles de presse, des photos et vidéos, de meetings et déplacements des représentants du parti. Le débat est également présent sur leurs sites bien qu'il soit limité aux seuls membres sur le site d'Ennahdha. Sa présence trouve son explication dans la volonté des partis d'approcher les internautes pour les rassurer et répondre à leurs questions. Ainsi, les citoyens ont pu communiquer, échanger et participer au débat politique. En cela, ils ont joué une fonction participative. C'est un nouveau visage de la vie politique en Tunisie qui s'esquisse, incarnant le changement, la modernité et la communication pour gagner la confiance des Tunisiens.

Les partis politiques, à travers leur propre site web, ont donc utilisé Internet pour communiquer avec les internautes mais également pour expliciter leurs idéologies afin de convaincre les Tunisiens de la diaspora et les masses intellectuelles du pays sur la qualité de leur programme. Cette stratégie de communication a permis aux internautes d'accéder facilement à un grand nombre d'informations et de surfer sur différents sites proposant des opinions diverses et adverses. Cela leur a également permis d'échanger avec des personnes ayant des vues opposées aux leurs comme avec d'autres de même sensibilité. Cela a conforté certains dans leur choix et dissuadé d'autres en les amenant à faire un autre choix ou de renoncer carrément à aller voter...

Ces sites web constituaient à la fois une vitrine des partis politiques et une tribune d'expression pour échanger et communiquer avec les électeurs tunisiens. Tous les sites sont bien conçus et réalisés dans leurs graphiques et contenus. Derrière cette conception « presque parfaite », se cache l'envie de convaincre les électors pour les rallier à une cause précise. C'est ainsi que chaque site s'est placé dans une perspective volontariste qui visait à faire passer son parti comme étant le meilleur de tous.

Notre observation nous a permis aussi de constater qu'aucun parti politique n'a adopté une stratégie de dénigrement ou de diffamation sur son propre site web pour attaquer ses concurrents. Cependant il faut rappeler que 70 partis politiques sur les 109 en compétition ne disposaient pas de sites web. Cette absence s'explique à la fois par l'inexistence d'équipe de communication bien structurée et également à cause du délai qui séparait l'annonce de leur candidature de la date des élections, ce délai étant trop court pour mettre en place un véritable site web. Néanmoins, même s'ils ne disposaient pas de leur propre site web, tous les partis politiques, sans exception, ont marqué leur présence sur les réseaux sociaux, Facebook en particulier.

2.2. LA PRESENCE DES PARTIS POLITIQUES SUR LES RESEAUX SOCIAUX

En Tunisie, les réseaux sociaux, Facebook en particulier, ont bien servi lors de la campagne électorale de l'Assemblée Constituante pour présenter et valoriser les partis politiques. En effet, au vu de sa notoriété chez les Tunisiens, chaque parti y était présent par au moins une page Facebook officielle le représentant.

✓ **Impact de Facebook dans la campagne électorale**

C'est ainsi, qu'ils se sont adonnés à une concurrence acharnée pour séduire et adhérer les électeurs à leur programme. Ce qui a permis aux internautes de discuter les uns avec les autres très activement en échangeant des messages politiques. Pour d'autres c'était l'occasion de connaître les programmes des partis en présence et de communiquer directement avec eux en postant des questions sur leurs profils. Chaque question et message posté donnait lieu à commentaires, critiques, désaccords, polémiques,... Dans tous les cas, ces différents échanges, réactions et interactions ont montré que la communication politique sur la toile pouvait attirer un public nombreux et d'opinions politiques opposées. Quelques-unes de ces pages Facebook ont fini par devenir les points nodaux d'une communication de grande ampleur entre des personnes de bords différents constituant ainsi un nouvel espace d'exposition inattendue d'opinions adverses.

Un autre aspect important, trouve sa justification dans le fait que certains internautes, à travers la création des nouvelles pages Facebook, se sont organisés pour soutenir leurs favoris ou au contraire décrédibiliser un parti politique devant l'opinion publique. Du coup, on pouvait être conduit à trouver pour un seul et même parti politique une panoplie de pages et d'appréciations contradictoires sur la toile qui le représente.

Prenant le cas du parti islamiste Ennahdha comme référence, voici quelques exemples contrastés de celles qui lui sont favorables, d'autres hostiles. D'une part, celles qui sont pour : Haraket Ennahdha — حركـة نـهـوض —, Ennahdha International Page

Rawed Jbéli, l'un des administrateurs de la page Tunisia _ تونس _ Tunisie qui compte aujourd'hui 902 955 fans a affirmé de son coté avoir été contacté par des partis politiques qui lui ont proposé une collaboration à travers l'implication dans une campagne publicitaire en leur faveur ou ,au contraire, une campagne de diffamation à l'encontre de leurs concurrents afin de les décrédibiliser devant l'opinion publique et par conséquent de faire adhérer les électeurs à leur propres programmes. Le net est devenu « *le théâtre de conflits entre politiciens* », une vraie jungle sans foi ni loi.

Si certains administrateurs patriotes n'ont pas cédé à la tentation de l'argent d'autres n'ont pas pu y résister. C'est ainsi que les Tunisiens se sont retrouvés « *ballottés entre information, déformation, désinformation, formatage, diffamation, intox, manipulation...*»

Face à la quantité massive d'informations et d'intox qui circule dans tous les sens sur les réseaux sociaux, à la multiplicité des partis et à la faible confiance qu'ils inspirent, les Tunisiens se sont retrouvés indécis sinon perdus. Leur indécision est la conséquence directe de nombreuses années de censure. Aujourd'hui, ils ne se reconnaissent plus par rapport à la société et ont besoin d'y voir clair après 50 ans de vide politique. C'est en ce sens et loin de la propagande déployée sur les réseaux sociaux que plusieurs initiatives ont été prises pour aider les Tunisiens de la diaspora à prendre connaissance des divers acteurs présents sur la scène politique.

2.3. LE WEB AU SERVICE DE LA DEMOCRATIE

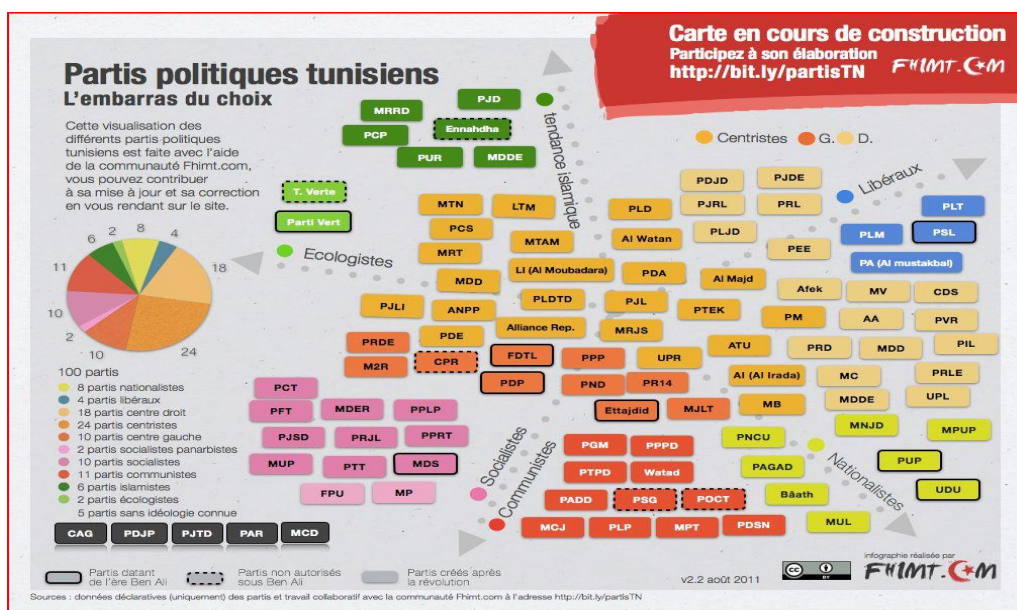
Face au nombre impressionnant de partis politiques qui constitue un désagrément pour les électeurs, plusieurs sites web neutres ont été créés pour sensibiliser les Tunisiens aux enjeux démocratiques des élections et à la manière de voter. En plus de la campagne « *la Tunisie vote* », lancée sur Internet et dans les médias par l'instance supérieure indépendante pour les élections, certains sites Internet se sont chargés de présenter les différents partis, leurs programmes, positionnement, idéologies, logos,... afin d'accompagner l'électeur dans son choix et lui apporter des réponses à toutes ses questions.

✓ **Une pluralité d'initiatives médiatiques édifiantes sur le Web**

Le [Portail des partis politiques tunisiens](#) (P³ Tunisie), est un site web qui propose une classification de tous les partis par leurs noms, courants politiques, noms de dirigeants et date de légalisation. De même que le site [Web manager](#), il met à disposition des internautes un lien direct vers les sites web et pages Facebook de tous les acteurs politiques qui en ont. D'autres initiatives émanant des bloggeurs tunisiens à l'instar du

blog [l'Observatoire politique tunisien](#) ont été lancées pour accompagner de façon interactive l'électeur dans son choix en proposant « *un regard critique sur les propositions, les programmes et la communication des différents partis qui composent le nouveau paysage politique de la Tunisie* ». Il ne permet pas seulement de s'informer sur l'actualité politique mais il offre aussi d'autres rubriques d'échange, forum, sondage, annonces, contribution, etc. Il instaure également un lien sur l'ensemble des sites web de la presse écrite en ligne de même qu'il propose des revues de presse et vidéo des personnalités politiques en scène.

Toujours dans l'optique de faire connaître les candidats aux électeurs, le site «Fhimt.com» a mis en ligne une infographie collaborative très visuelle regroupant les 109 partis en lice où chacun d'entre eux est clairement identifiable grâce à un code couleur qui fait référence au courant politique dont il fait partie. En se lançant dans ce projet, l'administrateur de ce site a veillé à faire remarquer qu'il « *a décidé de faire ce travail en commun pour et par les gens au lieu de le faire chacun dans son coin* »⁷. D'ailleurs, nombreux sont les internautes qui ont participé à la création et l'amélioration de cette infographie à travers leurs commentaires et propositions qu'ils postaient sur le site.



Infographie des partis politiques tunisiens

Source : <http://www.fhimt.com/wp-content/uploads/2011/04/CartePartisPolitiques-v4.001.png>

Ils étaient également nombreux à féliciter l'administrateur pour son initiative :

Hala : « *Merci de prendre le temps d'informer le citoyen dans ce labyrinthe vécu comme inextricable où il se trouve. Fhimt.com est le premier site donnant une information synthétique de la situation. Nous en avons le plus grand besoin et je vous en remercie, vous personnellement, ainsi que votre site* ».

⁷ <http://www.fhimt.com/2011/04/23/infographie-les-partis-politiques-tunisiens/>

Tarek : « je découvre ce travail titanesque. Bravo ! L'infographie présentée est très intéressante car elle donne un début de piste en l'absence de visibilité et avec le nombre important de partis à peine créés qui ne disposent pas forcément d'un programme clair ou de moyens de communications (...) Dans l'absolu c'est une base de travail très intéressante pour tout le monde 😊 !!»

D'autres associations ont essayé également d'apporter leur contribution. Ainsi, www.Ajidoo.com et www.ikhtiartounes.org, sont 2 sites qui ont pris l'initiative de mettre à disposition des internautes une application offrant la possibilité de comparer les programmes des partis politiques sur le web. Si le premier se limitait à proposer une comparaison entre les différents partis politiques, le second est un peu plus exhaustif. Il se présente comme un guide pour le vote au travers d'une série de 30 questions portant sur différents items : régime politique, rôle de la société civile et des Partis politiques, place de la religion dans l'Etat, contrôle de constitutionnalité, parité, crimes de l'ancien régime, droits de l'homme, liberté d'expression et d'information, contrôle de l'information, système économique et social,...

En répondant à cette série de questions grâce aux trois possibilités présentées - d'accord, pas d'accord, sans avis- l'internaute découvre à la fin les partis politiques qui sont les plus proches de ses propres visions politiques.

Le site <http://labaix.com/klout> se voulant plus interactif, propose une classification des partis selon leur e-influence. Ainsi, articles, vidéos, photos, notes, tweets,... toutes les parutions des hommes et femmes politiques impliquées dans la vie politique du pays y sont présentes. Cette stratégie de communication sur le web vise à apporter aux électeurs une visibilité sur tout ce qui concerne les partis politiques en piste. D'ailleurs, les internautes étaient nombreux à apprécier le travail fourni à travers les commentaires qu'ils ont laissés : « génial ! », « Excellente initiative !!! », « good work », « très bon travail », « bravo pour le travail. Un vrai plaisir! », ... lit-on ainsi sur ce site.

La presse tunisienne éditée sur le Web a également consacré une bonne partie de ses éditions au débat électoral et a offert aux citoyens la possibilité de s'exprimer à travers des listes de discussion ou des sondages. Aussi, les radios nationales, à l'instar de Mosaïque FM, sont fortement présentes sur la toile et durant la période électorale, le débat politique a été le sujet le plus partagé et discuté sur leurs ondes.

En somme, plusieurs initiatives ont été déployées à l'instar de celles précitées, afin de mobiliser aussi bien les Tunisiens de l'intérieur que ceux émigrés pour cette première élection libre et démocratique de l'histoire de la Tunisie en les aidant à confirmer leur choix. Et Même si certains partis politiques ont utilisé tous les moyens dont ils

disposaient qu'ils soient légitimes ou pas, pour gagner plus de sièges dans l'Assemblée Constituante, ces initiatives qui sont l'œuvre de la société civile ou tout simplement celles personnelles émanant de personnes patriotes et responsables ont permis aux électeurs de voir plus clair dans un paysage politique embrumé par une quantité de partis et d'informations faisant dans tous les sens.

✓ ***Bilan globalement positif d'Internet pour la démocratie***

Il ressort de notre observation que la toile a joué un rôle majeur dans la communication des partis politiques durant les élections de l'Assemblée Constituante. D'une part, elle a permis de mieux connaître les candidats, leur idéologie et programme politique, et d'autre part, elle a contribué à la facilitation de l'accès à l'information politique, à la prise de décision, mais surtout à une participation des citoyens au débat politique. Fini le temps du verrouillage de toutes les libertés politiques et des campagnes d'intox idéalisant un parti quasi unique de l'époque de Bourguiba et de Ben Ali !

Cette période électorale a montré le désir des Tunisiens de rupture avec le passé et de contrôle citoyen des processus électoraux.

On peut confirmer ainsi, que l'Internet a apporté une réelle contribution à la participation citoyenne au débat public et a modifié en profondeur les comportements des électeurs qui participent et s'impliquent désormais pour la première fois dans l'histoire de la Tunisie à la vie politique. Ici, le citoyen bien informé, s'engage activement dans le processus de prise de décision. On ne lui demande pas simplement son avis mais il peut faire des contre-propositions.

Internet a ainsi donné un nouvel élan de liberté et de démocratie qui repose désormais sur trois piliers. D'abord un accès facile à une grande quantité d'informations puisque tous les sites web (des partis politiques, de la société civile ou encore des initiatives individuelles) qui se sont intéressés aux élections de l'Assemblée Constituante ont tous contribué à communiquer des informations sur l'actualité politique et la présentation des partis politiques. Ensuite, l'attraction politique puisque à travers ces sites web, les partis politiques ont essayé de communiquer avec les électeurs pour les convaincre de leur projet politique et par conséquent les faire adhérer à leur cause et idéologie. C'est ainsi, qu'une fois bien éclairé, chaque électeur peut faire librement son choix sans aucune contrainte. Enfin, la participation puisque tous les sites web ont permis aux Tunisiens de s'exprimer et d'échanger sur les questions politiques et le débat électoral. Cette participation citoyenne a mobilisé plusieurs outils techniques que sont le mail, les forums de discussion, les commentaires, les réseaux sociaux et même les sondages.

Le 23 octobre 2011, les Tunisiens en soif de démocratie ont été très nombreux à participer au premier scrutin libre de l'histoire de la Tunisie. Leur affluence qui a dépassé toutes les attentes exprime leur souhait à une meilleure participation à la vie de la cité. « *Les Tunisiens n'ont pas eu l'occasion de fêter la révolution le 14 janvier, date de la chute du président Ben Ali, ils l'ont fait aujourd'hui en allant voter en masse (...) Ils ont fait de ce scrutin un jour de fête*⁸ ». En proclamant ainsi de façon jubilatoire, les résultats du scrutin, Monsieur Kamel Jendoubi, Président de la commission électorale, déclarait en outre que le taux de participation aux élections avait avoisiné les 70%. De fait, en décidant d'aller voter en masse aux premières élections libres et démocratiques, les Tunisiens ont confirmé leur désir de changement et de liberté. D'ailleurs Guy VERHOFSTADT, président de l'Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe (l'ADLE), a déclaré que ces élections sont un triomphe pour la démocratie en Tunisie qui entre désormais dans une ère démocratique : « *nous félicitons le peuple tunisien pour cet événement majeur. Ils ont demandé un changement et ils l'ont obtenu* »⁹. C'est la première fois qu'ils sont appelés à se prononcer par la voie des urnes et ils se sont acquittés de leur devoir électoral librement, dans le calme, et avec une grande fierté. 49 observateurs étrangers ont travaillé sur place depuis le 26 septembre pour s'assurer de la bonne organisation de la procédure et de son bon déroulement dans la neutralité et l'impartialité. Cependant, les résultats constituent une énorme surprise.

En réalité, malgré la crainte du péril islamiste affichée un peu partout en Tunisie (éditoriaux, réseaux sociaux, débats télévisés, tables rondes,...), le parti islamiste *Ennahda* qui a été interdit, persécuté, emprisonné ou condamné à l'exil sous le régime de Ben Ali, s'est retrouvé en tête dans l'ensemble des 33 circonscriptions du pays en remportant 41.7% des sièges de la nouvelle Assemblée Constituante (90 sur les 217 sièges existants). Il a devancé les quatre principales formations de la gauche tunisienne, le Congrès pour la République (CPR), Ettakatol, le Parti démocrate progressiste (PDP) et la coalition du Pôle démocratique moderniste (PDM), qui en ont totalisé 73 sièges. Ce résultat est tout simplement inattendu.

✓ **Opportunités et menaces de l'Internet dans la transition démocratique**

Compte tenu des inquiétudes que suscitent en Tunisie et à l'étranger l'accession au pouvoir des islamistes, le parti Ennahda a clarifié maintes de fois ses intentions réelles et a essayé de rassurer le pays par la voix de son chef de liste Rached Gannouchi, qui le compare au parti turc de l'AKP, prétendu modéré. Néanmoins, à travers leurs témoignages, les Tunisiens ont exprimé leur volonté de militer si cela s'avère nécessaire

⁸ AFP, « Constituante tunisienne : taux de participation proche de 70% », in Jeuneafrique.com, 23/10/2011

⁹ KHALIFA Wajdi, « Elections en Tunisie - Un triomphe pour la démocratie selon Guy VERHOFSTADT » wajdikhalifa.blogspot.com , 29 octobre 2011

pour empêcher l'avortement de leur révolution et ne plus retomber dans la dictature, le culte de la personnalité et la centralité asphyxiante de la pensée unique.

- <Q.L>, une jeune de 28 ans déclare :

« Aujourd'hui, Ennahda accède au pouvoir, qu'elle sache que si elle renie ses engagements, elle trouvera en face d'elle une société tunisienne mûre, responsable et consciente de ses intérêts et de sa force ».
- <S.L>, en haut de ses 20 ans, partage les mêmes idées :

*« Ennahda doit tenir ses engagements et de toute façon elle n'aura pas vraiment le choix. Aujourd'hui le peuple tunisien ne tolérera aucune défaillance ou mensonges. Il suivra et surveillera attentivement tout ce qui va se passer les jours qui viennent...
Après des longues années de silence et de bafouement de leurs droits, les Tunisiens ne seront plus soumis et dénonceront toute irrégularité... Si on a réussi à faire tomber la dictature de Ben Ali, aujourd'hui rien ne pourra nous arrêter, ni Ennahda, ni aucun autre parti politique »*

Au moment où Ahmed Nejib Chebbi, fondateur du Parti démocrate progressiste a dénoncé les doutes qui planent sur les intentions du parti Ennahdha et a annoncé publiquement sur les medias qu'il fera partie de l'opposition au sein de la nouvelle Assemblée Constituante, les deux chefs des mouvements de gauche Ettakatol et CPR, Mustapha Ben Jaafar et Moncef Marzouki ont décidé de leur côté de collaborer avec ce parti.

Le 23 Octobre 2011, c'est le peuple tunisien en toute conscience qui a décidé l'accession d'Ennahda au pouvoir à travers des élections libres et démocratiques. Doit-on avoir peur de ce courant à maints égards « exogène » à la Tunisie telle que nous l'avons toujours connue depuis des siècles ? A ce stade, une seule question mérite d'être posée : que se passerait-il si Ennahdha ne respectait pas ses promesses et orientait l'islam tunisien vers le wahabisme¹⁰ ?

La «transition démocratique», selon l'expression consacrée, que vivrait aujourd'hui la Tunisie ne connaîtrait à priori qu'une seule menace : le possible reniement et désistement du parti islamiste Ennahda de ses engagements. L'avenir proche dira si le peuple tunisien a été clairvoyant et perspicace dans son choix. Mais une chose est sûre, la Tunisie est bel et bien en train d'avancer vers la liberté et la démocratie. Mais si *la démocratie a encore du chemin à faire*, on ne peut qu'être optimiste en regardant le chemin déjà parcouru dans ce pays. En effet, les élections pour la Constituante du

¹⁰ Cette question est d'autant plus pertinente et d'actualité, si l'on sait que le congrès du mouvement islamiste d'Ennahdha de Juillet 2012, forcée d'effectuer un « virage centriste », a suscité le mécontentement affiché des plus extrémistes qui ont propulsé à la tête des élus du Majliss-el-choura (comité central consultatif du mouvement), le député radical, Sadok Chourou, partisan d'une stricte application des *houdoud* instituant des sanctions pénales telles que décapitation pour homicide, imputation de la main droite pour vol, de la jambe gauche pour récidive. Or c'est ce même Chourou qui, lors de la constituante, avait déjà réclamé que le préambule de la Constitution mentionne la Charia comme source principale, sinon unique, du Droit, option alors écartée, avec l'assentiment de Gannouchi, pour ne pas entacher l'image de « parti modéré » d'Ennahdha.

23 octobre représentent « *un examen de passage indispensable, véritable étalon d'une démocratie naissante*¹¹ » et « *un pas majeur dans le long processus qui mènera les Tunisiens vers un projet de société commun et fédérateur, qui réconciliera le Tunisien avec son identité*¹² ». Actuellement, la Tunisie comme la décrit Larbi Chouikha est « *un véritable laboratoire à ciel ouvert, au sein duquel tout le monde apprend à découvrir un rôle nouveau sans jamais y avoir été préparé* »¹³. C'est maintenant que tout commence. Certes, la période est très délicate et périlleuse, mais un peuple qui a réclamé la liberté et la dignité saura défendre l'intérêt suprême de son pays et fera le nécessaire pour que personne ne lui vole sa révolution si chèrement acquise.

Les partis politiques qui le peuvent sont en train de figoler avec soin des stratégies de communication sur le net dans la perspective des élections présidentielles et législatives, qui auront lieu en Mars 2013. Trouvent-ils enfin en cet outil le moyen de réussir le dialogue avec le peuple et pour le peuple pour conquérir le public en période électorale ? Ou faut-il voir dans l'internet un nouvel outil de conquête du pouvoir et d'assujettissement des masses, une sorte de retour à la propagande du régime autoritaire de Ben Ali ?

L'alternative sociale, politique et médiatique est claire : l'Internet, instrument de stimulation ou de manipulation des aspirations démocratiques du peuple ?

¹¹ BEN YAHMED Marwane, Constituante tunisienne : les enjeux d'une élection historique | Tunisie : la Constituante, un saut dans l'inconnu | Jeuneafrique.com, 18/10/2011

¹² EL HAMMI Emna, A quelques jours du vote, les Tunisiens très indécis, nawaat.org, 18/10/2011

¹³ BEN YAHMED Marwane : « Constituante tunisienne : les enjeux d'une élection historique | Tunisie : la Constituante, un saut dans l'inconnu | Jeuneafrique.com

Références

- AFP, « Constituante tunisienne : taux de participation proche de 70% », in Jeuneafrique.com, 23/10/2011
- BEN YAHMED Marwane : « Constituante tunisienne : les enjeux d'une élection historique/ Tunisie : la Constituante, un saut dans l'inconnu », in Jeuneafrique.com, 18/10/2011
- BRAS Jean Philippe, (2003) : « Ordre public, politiques publiques et Internet en Tunisie », in MERMIER Franck, *Mondialisation et nouveaux médias dans l'espace arabe*, Maisonneuve & Larose, Paris
- BRAUN C., (2006) : « À quoi servent les partis tunisiens ? Sens et contre-sens d'une "libéralisation" politique », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, n°111-112.
- EL HAMMI Emna : « A quelques jours du vote, les Tunisiens très indécis », in nawaat.org, 18/10/2011
- EMRHOD Consulting, (2011), *Sondage d'opinion sur la situation politique et l'impact de la révolution sur les média presse*.
- Fédération Internationale des Droits de l'Homme (FIDH), (2009) : « Tunisie, Les élections présidentielles et législatives, l'environnement de la campagne électorale », [en ligne], <http://www.fidh.org/Les-elections-presidentielles-et>
- ISTIS, (2011), *Sondage d'opinion sur la situation politique et l'impact de la révolution sur les média presse*.
- HIBOU Béatrice, (2006), *La force de l'obéissance. Économie politique de la répression en Tunisie*, La Découverte, Paris.
- HIBOU Béatrice, (2011) : « La Tunisie en révolution ? », *Politique africaine*, n°121, 2011
- KHALIFA Wajdi, « Élections en Tunisie - Un triomphe pour la démocratie selon Guy VERHOFSTADT » wajdikhalifa.blogspot.com , 29 octobre 2011
- LAMLOUM Olfa, (2006) : « Tunisie : quelle transition démocratique ? » in Ferrié Jean-Noël, Santucci Jean-Claude, *Dispositifs de démocratisation et dispositifs autoritaires en Afrique du Nord*, CNRS, Aix-en-Provence.
- Reporters sans frontières, Rapport Novembre 2011, *Révoltes Arabes : les médias témoins clés et enjeux de pouvoir*.
- SIGMA Conseil, (2011), *Sondage d'opinion sur la situation politique et l'impact de la révolution sur les média presse*.
- VEDEL T., (2000) : « L'Internet et la démocratie », *Cahiers français*, n° 295, La Documentation française.